

## « Les mots-clés de la résilience : projet et solidarité »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ÉRIC FOURREAU

*Face à Damien Carême, député européen, l'une des figures locales des politiques de transition quand il était maire de Grande-Synthe<sup>1</sup>, qui mieux que Boris Cyrulnik pour échanger autour de la résilience, concept qu'il a popularisé livre après livre ? Une résilience aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour les exilés qui font escale à Grande-Synthe ou ailleurs, et pour toutes celles et tous ceux qui cherchent à dessiner un avenir face à la crise écologique, sociale et démocratique.*

**DARD/DARD :** *Damien Carême, quand il s'est agi pour vous de reconstruire une identité sur un territoire comme Grande-Synthe, meurtri par la désindustrialisation, avez-vous ressenti le besoin de redonner de la fierté aux habitants, une certaine dignité ?*

**DAMIEN CARÊME :** *Je vais essayer de vous répondre en intégrant le concept de résilience... Mais pour commencer, je me demande si finalement les habitants ont vraiment perdu leur fierté... Je n'en suis pas si sûr, si je me réfère à deux exemples : les chants des supporters de Lens, qui reprennent *Les Corons* au stade tellement ils sont fiers de leur histoire ; et les chants*



**B. C. :**  
*« On pardonne plus à la nature – alors que, souvent, elle est cruelle – qu'à la culture. »*

très engagés du carnaval de Grande-Synthe, dont l'un dit : « On est tous des tuberculeux mais on s'en fout, on est des carnavales. » Malgré les difficultés, les gens sont attachés à leur territoire. Même s'ils ont été souvent licenciés de leur usine, pour eux ça reste leur outil de travail, c'est une grande partie de leur vie professionnelle. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut leur donner de la dignité – au moins aux personnes, malheureusement de plus en plus nombreuses, qui sont en marge de la société. À Grande-Synthe, le taux de chômage est à 28 %, et nous avons 33 % des foyers qui vivent sous le seuil de pauvreté. À la différence de Loos-en-Gohelle, où les mines ont été fermées (j'en parle souvent avec Jean-François Caron<sup>2</sup>), nous avons encore une industrie, même si tous les ans elle réduit ses effectifs et si des fermetures d'entreprises ont lieu, qu'il nous faut anticiper. Parce que la sidérurgie – Usinor, enfin ArcelorMittal – a 100 ans cette année, et que je ne connais pas en France d'entreprise de sidérurgie centenaire. Je me demande donc comment notre territoire va faire pour éviter un choc social et économique sur l'agglomération dans dix ans, cinq ans, peut-être même dans un an en fonction de la bourse de Londres... puisque c'est comme ça que

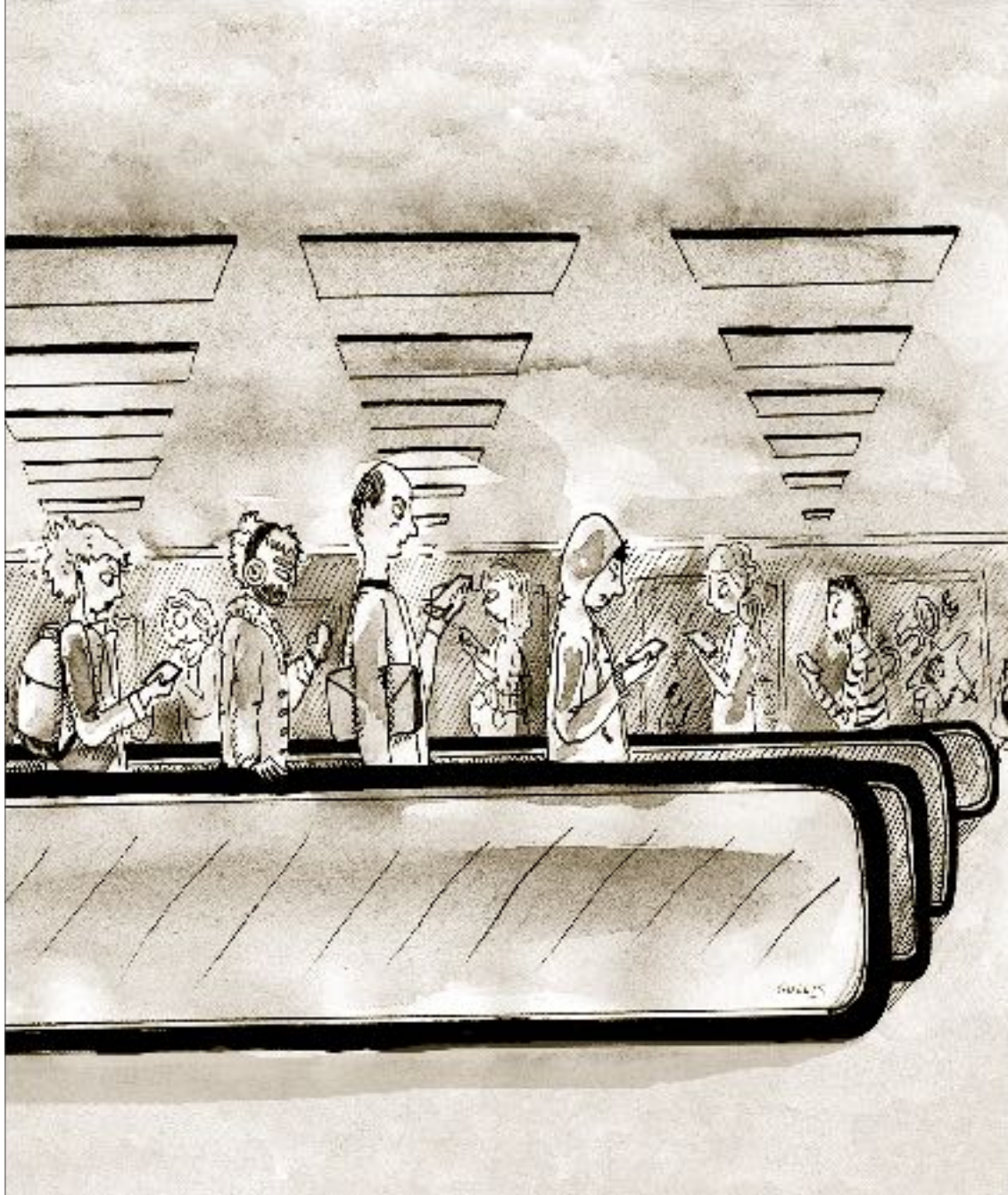
cela se décidera. Comment, alors, pourra-t-on faire preuve de résilience avec la population ? Qu'est-ce qu'on se fixe, finalement, comme objectif de société ? Qu'est-ce qu'on met en place pour permettre à ces personnes de vivre dans la dignité, pour que chacun puisse envisager un projet de vie, et comment on les accompagne vers une forme nouvelle de société, au niveau local pour l'instant ? Parce que nous avons créé à l'échelle locale une société du partage, de l'économie circulaire, de l'autosuffisance alimentaire, du déplacement en mode doux, un certain nombre d'initiatives qui pourraient être développées aux échelles nationale et internationale pour faire face au changement climatique et aux difficultés sociales d'aujourd'hui.

**BORIS CYRULNIK :** Ce que vous dites, c'est la définition de la résilience, définition qui est partie du sol. On dit qu'un sol est résilient quand, après un incendie ou une

inondation, une autre forme de vie réapparaît ; quand la nature, la vie – lorsqu'elle existe – reprend une forme d'évolution. Sinon, c'est la mort du sol, la mort psychique, la mort de la cité – cela arrive. Et une cité abandonnée, c'est synonyme de syndrome psychotraumatique. Il peut y avoir de la résilience dans les choses, les groupes humains, les villes, les arts... Vous avez employé le mot « dignité », et surtout le mot « projet ». Quand un groupe humain, même blessé, peut garder en tête un projet, un rêve de reconversion, de transformation, et les efforts qui vont avec – c'est-à-dire se retrousser les manches pour réaliser une partie de ce rêve –, alors on constate qu'une grande partie de la population reprend un processus de développement résilient. C'est arrivé à La Seyne-sur-Mer : en un an, la fermeture des chantiers navals a mis 30 000 personnes en état de pauvreté. Des gens ne s'en sont pas remis, une minorité, mais la majorité a repris une vie différente de celle d'avant, sur d'autres formes de chantiers : chantiers des grands bateaux, d'une autre architecture de la ville... Ce sont d'autres circuits et, comme vous l'avez dit, les mots-clés de la résilience des âmes ce sont « projet » et « solidarité ». Ce qu'a connu votre ville, c'est une meurtrissure grave. Il ne peut être question d'un retour à l'état antérieur, mais ça peut permettre le démarrage d'une autre forme de vie, avec sa dignité, et avec des efforts, mais c'est la vie.

**D. C. :** La solidarité est caractéristique de ces territoires industriels ou miniers... Elle est extrêmement forte et courante au sein de ces populations. Les films sont là pour nous le rappeler. Si on prend *Germinal*, par exemple : ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est réellement ce qui se passe quand les mineurs sont au fond. Même chose chez nous, dans le monde de la sidérurgie, avec une solidarité ouvrière très forte. Le projet de société qu'on met en place, basé sur une économie du partage, s'appuie d'ailleurs sur cette solidarité.

**D. C. :**  
*« Je ne parle pas d'effondrement, parce que c'est compliqué de faire des projets quand on fait ce constat ; je préfère parler de crise. »*



**B. C. :** Dans ce processus de résilience d'une ville, d'un groupe humain, je crois qu'il faut distinguer les facteurs de protection – ce qui a été mis en place avant la tragédie, vous venez d'en parler – et la tragédie elle-même. À La Seyne, il y a eu la fermeture des chantiers, l'incendie du cap Sicié, et maintenant on parle de la montée des eaux, donc on se prépare à une autre tragédie ; on sait quelles sont les zones inondables dans ce secteur, elles ont été cartographiées, il faut s'y préparer. Ça, ce sont les facteurs de protection. Et puis il y a les facteurs de résilience. Là, comme vous venez de le dire, l'entraide est nécessaire, parce que seul, il n'y a pas de résilience possible. Les gens qui ne pourront ou ne voudront pas participer à ce processus de résilience vont se retrouver seuls. Les autres n'auront pas oublié la tragédie, probablement même qu'ils auront payé de leurs efforts, de leur santé, mais ils vont se remettre à vivre. Deuxième point, la structure de la tragédie dépend des villes, de la géographie, des circonstances. Je crois que dans le cas d'une agression naturelle, le syndrome psychotraumatique est moindre, comparativement à une agression culturelle. On pardonne plus à la nature – alors que, souvent, elle est cruelle – qu'à la culture. Quand un groupe vient nous massacrer, on a du mal à pardonner ; alors qu'avec les accidents de la nature – la vie, la mort, les deux sont liées –, on est triste mais on n'a pas le choix. Le troisième point concerne les facteurs de résilience. Comment va-t-on s'organiser – et là, les associations jouent un rôle majeur – pour se remettre à vivre autrement, c'est-à-dire s'associer dans un projet qui rassemblera tous nos efforts ? Mais pour cela, il faut qu'il y ait un projet. Vous avez employé le mot « dignité ». S'il y a un projet, l'espoir revient.

**D. C. :** Oui, nous sommes face à des changements – je ne dis pas « futurs », car ils sont déjà là. Je ne parle pas trop d'effondrement, parce que c'est un peu compliqué de faire des projets quand on fait le constat d'un effondrement. Je préfère parler

**D. C. :**  
*« On doit  
 changer  
 radicalement  
 notre mode de  
 vie, nos modes  
 de consommer,  
 nos systèmes  
 de référence. »*



**B. C. :**  
« *L'action est  
un excellent  
tranquillisant.* »

de crise ; écologique, mais aussi sociale. Je pense que nous traversons une période de crises multiples comme on n'en a jamais rencontré dans l'histoire de l'humanité et qui ne nous laisse pas le choix : on doit changer radicalement notre mode de vie, nos modes de faire, de consommer, nos systèmes de référence, ce qui nécessite de combattre ce modèle de développement dans lequel nous confine le système actuel, économique, financier, médiatique, publicitaire, etc. Nous devons nous fixer un projet de solidarité – pas seulement avec les peuples du Sud, mais aussi entre nous. Cela vient d'être dit : à La

Seyne, il y a ces menaces de submersion marine, que nous constatons aussi à Grande-Synthe puisque nous sommes au niveau de la mer, en territoire de polder ; ce qui a d'ailleurs valu que je porte plainte contre l'État français pour son inaction en matière de lutte contre le changement climatique, parce que nous sommes réellement menacés – et on est chez nous, pas de l'autre côté de la terre. Comment fait-on pour que chacun devienne résilient ? Je vois que ça fonctionne à l'échelle de ma commune, parce que les habitants deviennent vraiment acteurs. Ils y trouvent une forme d'intérêt, parce que ça recrée bien souvent du lien social. On a par exemple des expériences d'ateliers de fabrique de l'autonomie, où les gens font leurs propres produits d'entretien pour ne pas utiliser de produits chimiques, des jardins populaires au pied des immeubles... Mais comment fait-on pour démultiplier ces expériences, les accompagner, construire ces projets de société dans lesquels on fait appel, effectivement, à la résilience des populations ? Certains y voient un aspect punitif car ils ont l'impression que ça ne va pas dans le sens du progrès. C'est sans doute pour cela que certains cultivent de nouveaux fantasmes, comme le fait de vivre sur Mars. On ne sait déjà pas sauvegarder notre planète...

**B. C. :** Si un enfant, un adolescent, quelqu'un qui a été blessé par un accident industriel ou un accident de la vie entend des récits catastrophistes, il ne peut pas reprendre espoir. Alors il ne s'agit pas, en effet, de se payer de rêves, mais de proposer des récits réalisables. Et l'effort doit faire partie de ce récit, car cela peut être source de bonheur. Tous les fabricants de mots, ceux-là mêmes qui construisent notre langage au quotidien – les médias, les politiques, ceux qui

écrivent des essais, philosophes, psychologues, etc. –, sont responsables quand ils fabriquent des récits qui font croire que ça va être facile.

À l'époque où j'ai commencé mon aventure intellectuelle, on nous disait : « Quand quelqu'un a été blessé, quand un enfant est mal parti dans la vie, il est foutu pour la vie. » Et c'était vrai, parce qu'on ne s'occupait pas de lui. On le « faisait foutu ». Et dès l'instant où quelques institutions, quelques pionniers ont pensé qu'au contraire, en entourant ces enfants, ces blessés, ils reprendraient, non pas leur développement – puisque la blessure, la catastrophe existait bel et bien –, mais un bon développement, à ce moment-là ils ont repris espoir, ils se sont mis au travail, et même mieux : cela a pu être source de bonheur. Cela a par exemple été le cas lors d'inondations près de Grasse. La population entière s'est solidarisée avec les blessés. À Vaison-la-Romaine aussi, qui a connu une vraie catastrophe – certains ont perdu leur maison, il y a eu des morts, des blessés... –, les gens se sontentraîdés, ils n'ont pas baissé les bras. Il y a eu un rebond d'attachement, un rebond de fierté, mais c'est aussi passé par un rebond d'épreuve, il a fallu travailler. Ce n'est pas facile mais c'est possible, et de toute façon, vous l'avez dit, on n'a pas le choix. Alors, ou bien on se laisse faire, et là effectivement on est perdu, ou bien on se retousse les manches, et une grande partie d'entre nous apprendront, reconstruiront une autre manière de vivre.

**D. C. :** Je partage en effet cette idée : la façon dont se mettent en place ces mécanismes collectifs de fierté. À Grande-Synthe, une expérience a un peu défrayé la chronique il y a quelques années : on a eu une arrivée importante de « chercheurs de refuge », comme je les appelle, des Syriens au départ, remplacés assez rapidement par des Kurdes irakiens, iraniens, et encore quelques Syriens. Dans ma ville, il en est arrivé 2 500 en quelques mois pour 23 000 habitants. Ça représente donc une part importante de

**D. C. :**  
« *Ce n'est  
pas auprès  
des personnes  
les plus en  
difficulté qu'on  
aura le plus de  
mal à opérer  
cette résilience  
face à la crise  
climatique, mais  
auprès des plus  
nantis.* »



la population. Et en fait, il n'y a jamais eu de mouvement de rejet de ces personnes. Au contraire, des habitants me disaient qu'on ne pouvait pas les laisser dans la situation où ils se trouvaient – parce qu'on a été complètement pris au dépourvu quand ils sont arrivés. J'ai alerté l'État, qui n'a rien fait à l'époque : il était tout aussi dépourvu. Nous avons donc construit un camp avec Médecins sans frontières pour accueillir ces personnes dans la dignité. Et cela s'est toujours extrêmement bien passé entre la population accueillante et la population accueillie. On a créé des passerelles, culturelles, sportives, scolaires – les enfants étaient scolarisés dans des écoles de la ville –, les musiciens participaient à des concerts, les sportifs faisaient des tournois entre eux. Dans le cadre d'une étude sur la façon dont la population appréhendait le fait que nous étions « ville en transition » depuis 2011, un anthropologue a effectué des enquêtes dans différents lieux de la commune. Faisant référence au fait que nous avons été « capitale française de la biodiversité » en 2010, une habitante lui dit : « Eh bien maintenant, on est capitale française de l'humanité. » Et nous avons eu droit à bien d'autres témoignages du même genre. C'est pour ça que je me dis qu'on peut y arriver. Ce n'est pas avec les personnes les plus en difficulté qu'on aura le plus de mal à opérer cette résilience face à la crise climatique, mais avec les plus nantis, qui auront du mal à renoncer à leur mode de vie.

**B. C. :** Je pense aussi que l'immigration a toujours existé. Depuis que l'homme est sur terre, il se déplace. Depuis M. et M<sup>me</sup> Sapiens, qui étaient en Afrique, on se déplace, et cela continue. L'immigration fait partie de la vie. Mais tout dépend de l'accueil, comme vous l'avez dit. Qu'est-ce que vous avez construit comme lieu pour accueillir ces gens ?

**D. C. :** Dans l'urgence, on a dû fabriquer un camp humanitaire avec Médecins sans frontières : 400 petites cabanes en bois dans lesquelles logeaient les familles, pour qu'elles puissent être entre elles, plutôt que de grands dortoirs. Mais c'est vrai qu'on n'avait aucune expérience de construction d'un camp humanitaire en Europe, et nous avons dû le réaliser en trois mois pour héberger au départ ces 2 500 personnes. Cela s'est malheureusement mal terminé, puisque le camp a brûlé suite à une bagarre générale entre la communauté kurde et la communauté afghane.

**B. C. :** Ça, c'est la règle des camps, qui ne peuvent être que provisoires. L'intégration est le seul facteur qui puisse provoquer la résilience, qui permette de bénéficier des apports des communautés. La musique, la cuisine, les échanges, les rencontres, tout cela permet à ces personnes d'avoir des repères. Les Italiens, les Espagnols ont

fertilisé la culture française, alors qu'ils ont été mal accueillis : les premiers ont souffert de ratonades, les seconds ont été enfermés dans des camps...

Et en effet, ceux qui ne veulent pas participer à cette évolution inévitable, ce sont les nantis – vous l'avez dit –, mais aussi les largués. Les nantis parce qu'ils ont tout à perdre, et les largués parce qu'ils sont malheureux, sur la défensive ; tout changement les angoisse, ils sont déjà déracinés, et ils éprouvent l'arrivée de ces étrangers comme celle d'agresseurs. Ils en font des boucs émissaires : « Ils vont nous manger notre pain, nous prendre notre travail... » Ce phénomène-là se passe dans le monde entier. Beaucoup de villes s'organisent maintenant, comme je l'ai proposé, selon le schéma des « villes résilientes », avec un facteur de protection avant le trauma. Il y aura des inondations, des incendies, des attentats, des déplacements de populations, c'est sûr. Il faut donc mettre en place des mécanismes de protection, essayer d'anticiper pour que cela se passe le moins violemment possible, et ensuite on pourra déclencher les processus de résilience, tout en tenant compte de la fragilité de ceux qui, largués par notre culture, vont se sentir agressés.

**DARD/DARD :** Au-delà de l'angoisse qui pose problème pour se reconstruire, il y a aussi peut-être la question de l'impuissance. C'est un sentiment qui revient souvent dans la bouche des personnes, qu'elles soient larguées, nanties ou autres. Elles ont tendance à dire : « De toute façon, ce phénomène de crise écologique, sociétale, globale nous dépasse. Nous sommes impuissants, et donc à quoi bon. » Comment travailler cette question-là, à titre à la fois personnel et collectif ?

**B. C. :** Les gens qui disent « il n'y a rien à faire, c'est foutu... » sont sur le tapis roulant de la dépression, du syndrome psychotraumatique. Il suffit d'attendre :

**B. C. :**  
« Nous,  
les êtres  
humains,  
nous faisons  
partie des  
2 % d'espèces  
 survivantes  
depuis l'origine  
de la vie sur  
Terre. »



**B. C. :**

*« Nous sommes en train de programmer notre propre élimination grâce à la victoire du monde de l'artifice. »*

un jour ou l'autre, ils vont sombrer. Il est donc important que les décideurs politiques mettent en place des processus d'action, car l'action est un excellent tranquillisant. On l'a oublié car on a cru que la technologie allait tout résoudre, que les produits chimiques allaient chasser l'anxiété, alors que l'action, la rencontre sont des mécanismes tranquillisants supérieurs. Il est vrai que nous avons vécu dans un contexte de technologie triomphante, de médecine triomphante, avec l'éradication de la variole, de la poliomyélite, en partie de la tuberculose, puis de la syphilis grâce aux antibiotiques... Le progrès a résolu beaucoup de problèmes de santé, d'hygiène, d'éducation. Mais aujourd'hui on se rend compte des effets secondaires de la technologie, qui est en train de détruire la société, peut-être même la culture. D'ailleurs, ça aussi c'est une composante du vivant. Nous, les êtres humains, nous faisons partie des 2 % d'espèces survivantes depuis l'origine

de la vie sur Terre ; 98 % des espèces ont déjà disparu, et certaines même avant l'apparition des humains sur Terre : c'est ce que nous apprend l'étude des fossiles. On a aussi constaté que la disparition de ces espèces s'est toujours faite par leur point fort. Par exemple, les élans du Canada avaient des ramures tellement fortes qu'ils pouvaient éventrer des loups d'un simple mouvement de tête ; or, à chaque génération les ramures sont devenues de plus en plus lourdes, si bien que les nouveau-nés, contraints de garder la tête baissée, sont devenus une proie facile pour les loups. Cette fable-là fait partie de la mythologie animale, parmi de nombreux autres exemples. Ici se pose une question humaine. Nous, êtres humains, qui sommes faibles physiquement – comparés aux animaux –, nous allons chercher notre confort dans le monde artificiel de la technologie, et surtout celui du verbe – d'où, comme on l'a souligné tout à l'heure, l'importance des récits. Or, que se passe-t-il aujourd'hui ? Nous sommes en train de programmer notre propre élimination grâce à la victoire du monde de l'artifice, parce que nous avons oublié ces mécanismes naturels que sont la protection contre la nature – les digues,





**D. C. :**  
« *Les communs, justement – la terre, l'eau, l'air –, doivent appartenir à la communauté.* »

rond-point, une forme de socialisation, et ainsi une perspective. Je partage ce que vous avez dit : il n'y a rien de pire que de voir des gens qui ne s'en sortent pas sur le tapis roulant de la dépression. Mais je pense que c'est quelque chose de très construit, le fait d'avoir mené la société dans cet état, et c'est justement tout le chemin inverse qu'il faut faire pour permettre aux gens de recréer du collectif, du sens commun. Les communs, justement – la terre, l'eau, l'air –, doivent appartenir à la communauté, ils sont notre source d'avenir. Nous devons tous avoir conscience qu'ils sont indispensables, qu'il faut continuer à les préserver. À Grande-Synthe, nous avons mis en place une université populaire pour justement travailler sur ce que j'appelle une « émancipation des gens », leur permettre d'ouvrir les yeux sur le fonctionnement de cette société.

**B. C. :** Je raconte l'histoire des élans du Canada comme une fable, mais les biologistes évolutionnistes disent que c'est très fréquent qu'une espèce disparaisse par son point fort parce qu'elle va trop loin. Notre point fort, ça a été l'industrie du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous avons conquis le monde avec la technologie à un prix humain exorbitant puisque seuls quelques-uns en ont profité. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que, jusqu'à la découverte de Semmelweis, l'espérance de vie des femmes était de 36 ans : elles avaient juste le temps de mettre au monde quelques enfants avant de mourir. Elles n'avaient pas de valeur sociale. De ce point de vue, le progrès est immense. L'école, qui est née à ce moment-là, a aussi été un facteur d'intégration pour beaucoup

les pare-feu – et la solidarité entre êtres humains, un des meilleurs tranquillisants qui soient.

**D. C. :** Je ne sais pas si l'histoire des élans du Canada est une fable, mais j'aime beaucoup cette idée que les espèces peuvent disparaître à partir de leur point fort. Concernant le sentiment d'impuissance, c'est aussi parce qu'on est dans une société où l'on a poussé l'individualisation à l'extrême, dans la mesure où cela bénéficiait au pouvoir économique et financier, devant lequel le pouvoir politique a d'ailleurs cédé. Nous l'avons constaté à travers la crise des « gilets jaunes » : ils ont retrouvé une famille sur le

de pauvres et d'immigrés – votre serviteur en est un exemple : il a été sauvé par l'école et par les études. Le XIX<sup>e</sup> siècle a donc été celui des progrès de l'éducation, de l'hygiène, de l'espérance de vie, celui de la victoire technologique. Mais l'effet pervers de cette victoire a été l'hyper-individualisme. Et l'école, par exemple, a évolué vers une sélection d'une minorité de gosses remarquables, pour une majorité de gosses largués. Le phénomène des « gilets jaunes » est né de cela : des gens largués par la culture, pour des raisons familiales ou culturelles la plupart du temps.

**DARD/DARD :** *Vous l'avez dit l'un et l'autre, il y a de plus en plus de collectifs, de communs qui se mettent en place – même si ce n'est pas exprimé exactement en ces termes – en matière de reconstruction et de résilience. Cela peut donner de l'espoir, mais en même temps l'ensemble de ces initiatives ne fait pas encore système. Et lorsque l'on constate, à l'échelle géopolitique, que notre monde est gouverné par des Trump, Bolsonaro et Poutine, il y a de quoi s'inquiéter pour la planète. Donc, au-delà de la multitude d'initiatives qui émergent dans nos sociétés, notamment au niveau de la nouvelle génération, de quoi a-t-on besoin aujourd'hui pour faire système ?*

**B. C. :** La surpopulation est un facteur d'anomie, c'est-à-dire que, quand il y a trop de monde, on ne peut plus structurer une société. C'est facile de structurer une société à partir d'un projet proche à réaliser – une ferme à construire, des terres agricoles à partager, etc. Mais ce n'est plus possible quand on est en surpopulation, par exemple dans les quartiers périphériques des mégapoles, dénués de projets, où l'on voit réapparaître des rapports de force, une socialisation archaïque... toute situation qui amène des gens angoissés à voter démocratiquement pour un dictateur, un « sauveur ». Et on retrouve alors le phénomène du bouc émissaire – Mexicains, Afghans, Kurdes, Syriens, etc. Il n'y a jamais eu autant de programmes de dictatures démocratiquement élues qu'actuellement, parce que les gens sont angoissés par cette absence de structure, de projets, cette défaillance culturelle. Vous parlez de la famille, c'est exactement ça. J'ai travaillé dans des favelas du Brésil où il y a une immense pauvreté, de la violence, des rapports de force. Dans ce contexte, ceux qui se socialisent sont ceux qui forment des familles. Mais le mot « famille » ne désigne ici plus rien de biologique. Il s'agit d'une famille d'entraide, d'entente. Les gens d'un quartier disent par exemple : « On va s'occuper de ces enfants, on va réparer les maisons, on va se cotiser pour acheter un frigidaire... Toi tu es vieux, tu as beaucoup travaillé dans les champs et tu ne peux plus soulever les parpaings, mais tu as de l'expérience et tu vas nous conseiller. » Dans ces familles au sens non biologique du terme, les enfants évoluent bien et la délinquance diminue. Je l'ai aussi constaté en Colombie.



**D. C. :** Oui, je pense que ces réseaux d'entraide retrouvent leurs racines. C'est la même chose en France avec le phénomène des métropolisations : on a agglutiné des millions de personnes dans les mêmes endroits mais dans un seul but, concurrencer une autre métropole française, européenne, mondiale et répondre à des besoins économiques. Sans se soucier de tous ces habitants chassés des villes, qui devaient habiter à 40 ou 50 kilomètres de leur lieu de travail, et qui finalement ont pris un diesel parce que c'était moins cher que l'essence. Ce n'était pas parce qu'ils étaient accros au diesel mais parce qu'il y avait un régime favorable de taxes. Et quand on a remis des taxes sur le diesel, ils sont descendus dans la rue et ont mis des gilets jaunes. À l'origine, c'est notre modèle de développement qui a créé les causes de ce malaise, ce phénomène de métropolisation doublé, dans ce que vous venez de dire, d'une usine à rêves, le rêve américain, le rêve de *La Petite Maison dans la prairie*, de la Rolex à 40 ans – « tu n'as pas réussi ta vie si tu n'as pas de Rolex à 40 ans » –, le rêve aussi du 4 x 4 avec un pare-buffle en ville. Et finalement, en entretenant ce rêve-là, en faisant croire à ces populations qu'elles ne seraient heureuses que si elles parvenaient à acquérir ces biens matériels, on a généré de la défiance envers l'autre. C'est ce qu'il nous faut déconstruire aujourd'hui à partir de nouveaux récits. Nous devons donc reconstituer des réseaux multiples dans lesquels les gens éprouveront de la solidarité, mettront du sens dans ce qu'ils font. On doit refaire société tous ensemble.

**B. C. :** Pour reprendre ce que je disais tout à l'heure, l'action est un tranquillisant naturel : dès l'instant où l'on est acteur, en groupe, à partir d'un projet, beaucoup de choses se remettent en place. Les individus, les institutions, les villes ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Alors, de deux choses l'une. Ou bien on continue sur l'ancien système, et là on sait très bien ce qui va se passer : l'anomie, ce que vous avez peut-être appelé la « métropolisation », avec des monuments et des quartiers historiques très beaux réservés à quelques nantis et touristes, et à quelques kilomètres de là des gens aux fins de mois difficiles et à l'existence sans projet. Ou alors on change de projet de vie, et dans ce cas les écrivains, les cinéastes, les fabricants de mots, tous les colporteurs de parole sont impliqués, parce que ce sont eux qui vont proposer ce changement de mentalité, de structure, de manière de vivre ensemble, et ça c'est la définition de la résilience.

 DARD  
 DARD

## Notes

1. Damien Carême a été maire de Grande-Synthe de 2001 à mai 2019, date de son élection au Parlement européen.
2. Jean-François Caron est le maire de Loos-en-Cohelle (à retrouver dans notre rubrique « Territoire en transition »).

# Faut-il une écologie punitive ?

*Face à des comportements « prédateurs » trop lents à évoluer, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une écologie « punitive » ou « contraignante ». Parmi elles, celle de l'astrophysicien Aurélien Barrau qui, s'il préfère parler d'écologie « protectrice », prône ici un vrai changement de modèle économique et sociétal, en rupture radicale avec la croissance. Ou encore celle de la philosophe Catherine Larrère, qui nous invite cependant à ne pas nous tromper de cible : l'écologie punitive doit concerner les gouvernements et les grandes entreprises plutôt que les particuliers.*